

Pouvoir d'emprunt

Voyons combien coûte à chaque contribuable canadien le financement de ce déficit. Il y a 15 ans, le déficit ne coûtait que 4 p. 100 des dépenses gouvernementales. Cette année, il faudra y consacrer une tranche de 34 p. 100 et, encore, le ministre des Finances (M. Lalonde) nous demande d'augmenter le déficit par l'adoption de cette mesure législative. Nous avons donc connu une hausse de 30 p. 100 en 15 ans.

Par contre, si le gouvernement libéral était parvenu à équilibrer son budget ces 15 dernières années, le service de la dette ne s'élèverait qu'à 3.3 milliards de dollars. C'est très loin des 16.7 milliards de dollars aujourd'hui.

Mais les pires effets de cet endettement progressif et de cette mauvaise gestion permanente des affaires du Canada se manifestent dans la perte de confiance des autres pays envers le Canada et la baisse de confiance des Canadiens dans leur pays. Alors que nous étions une puissance industrielle, nous n'arrivons même plus maintenant à amorcer une concurrence. Pour ce qui est de notre capacité de production, nous occupons le 24^e rang parmi autant de pays. Selon les économistes, nous serons le dernier pays à sortir de la récession, ce pourquoi les députés d'en face ne peuvent jeter le blâme sur la récession mondiale.

Depuis 1970, soit depuis 13 ans, le gouvernement présente des budgets déficitaires. On ne pourrait imaginer pire bilan pour un gouvernement libéral. N'importe quel chef d'entreprise vous dira que l'on ne peut se sortir de 13 ans de gestion déficitaire à moins de prendre des mesures radicales, de réduire les coûts et d'accroître les ventes par des campagnes de commercialisation par exemple. Parlant de campagne, qu'a fait le gouvernement? Il s'est contenté de dépenser d'énormes sommes pour défendre sa politique.

Il en coûte au contribuable canadien 70 millions pour savoir que le programme des 6 et 5 p. 100 donne des résultats. Ce n'est plus de l'information, c'est de la propagande. Le budget d'hospitalité du gouvernement s'élève à 10 millions, qui servent à nourrir, abreuver et distraire les hôtes de l'État. Si l'on s'était servi de cet argent pour financer des programmes de création d'emplois, on aurait pu donner du travail à 10,000 Canadiens. Les recettes fiscales du gouvernement auraient ainsi augmenté. On aurait pu insuffler davantage d'argent dans l'économie tout en dispensant le gouvernement de verser des primes d'assurance-chômage.

La conversion au système métrique nous a coûté jusqu'à présent 65 millions de dollars, sans parler des frais supplémentaires pour les entreprises ni de l'opposition virulente de la population qui ne s'est pas encore calmée.

Monsieur le Président, je pourrais parler longtemps encore, mais je constate que mon temps de parole est écoulé. Il y aurait long à dire au sujet de la prodigalité du gouvernement. Ce qui me préoccupe plus particulièrement au sujet du projet de loi d'emprunt et de tous ceux qui l'ont précédé depuis quelques années, c'est de savoir quelles vont être les conséquences pour les Canadiens demain. Les jeunes s'inquiètent actuellement de la stagnation de l'économie et de l'accroissement du déficit, comme en témoignent nombre de lettres que j'ai reçues d'étudiants qui voudraient bien savoir pourquoi ils doivent faire les frais des dépenses extravagantes et ostentatoires d'un gouvernement irresponsable. Ils sont aux prises avec un taux de chômage élevé et ont peu d'espoir de trouver un emploi

lorsqu'ils vont sortir de l'université. Ils vont entrer ainsi dans la vie adulte sans perspective d'avenir.

Monsieur le Président, je ne peux autoriser le gouvernement à emprunter 19 milliards de dollars supplémentaires, à moins qu'il ne s'engage à corriger ses habitudes de dépenses et à faire savoir exactement au Parlement quels sont ses besoins.

M. Vince Dantzer (Okanagan-Nord): Monsieur le Président, comme d'autres députés, je suis heureux d'avoir l'occasion d'intervenir dans le débat sur le projet de loi C-143. Je considère le débat comme un événement historique parce que la demande de pouvoir d'emprunt supplémentaire est la plus exorbitante qui ait été faite de toute l'histoire du Parlement. Je me réjouirais si je pouvais avoir l'assurance que cet événement ne se reproduira plus, mais je crains fort que mes espoirs soient vains.

Le projet de loi C-143 demande l'autorisation d'emprunter 19 milliards. Quelqu'un a demandé comment on peut prendre dans ses bras 19 milliards de dollars. Ne cherchez pas à savoir si vous pourriez entourer cette masse de dollars de vos bras, monsieur le Président, demandez-vous comment votre esprit peut saisir l'ampleur de cette somme sollicitée par un gouvernement qui se félicite de son programme d'austérité.

La seule chose qui rappelle l'austérité est la quantité de papier qui sert à demander le pouvoir d'emprunt: une seule feuille, imprimée des deux côtés. La première face demande le pouvoir d'emprunter 5 milliards. Je suppose qu'il est bien naturel que les députés tiennent à savoir pourquoi le gouvernement veut 5 milliards. La petite feuille de papier dit que ces sommes pourraient être nécessaires à la réalisation de travaux publics et à des fins diverses. A la seconde page, on nous demande un pouvoir supplémentaire de 14 milliards de dollars. Toute la journée, les députés ont demandé au gouvernement pourquoi il voulait emprunter 14 milliards de dollars. Si l'on en croit ce projet de loi, cette somme est nécessaire à la réalisation de travaux publics et à des fins diverses.

Comment pouvons-nous saisir ce que le gouvernement essaie de faire? Je pourrais peut-être l'expliquer de cette façon, monsieur le Président. Vous êtes père et grand-père et je suis persuadé qu'il en va de même d'autres députés libéraux. Si l'un de leurs enfants ou petits-enfants leur demandait 50c. ou un dollar, ils lui demanderaient probablement ce qu'il entend faire de cette somme. Si l'enfant répondait qu'il veut simplement le dépenser, il est vraisemblable qu'ils lui donneraient l'argent, un point c'est tout.

Si le gouvernement nous avait demandé un pouvoir d'emprunt de 1 milliard de dollars, nous aurions probablement réagi de la même façon et nous n'aurions pas exigé de savoir exactement à quoi servirait cette somme. Par contre, supposons que l'enfant ou le petit-enfant demande \$100 ou \$150. Je suis persuadé que le parent aimerait alors savoir à quoi servira cette somme. Si l'enfant répondait à nouveau qu'il désire dépenser cet argent, un point c'est tout, combien de parents ou de grands-parents lui donneraient l'argent sans lui demander des explications sur l'utilisation qu'il entend faire de cet argent?

La même chose s'applique dans le cas de ce petit projet de loi qui demande un pouvoir d'emprunt de 14 milliards de dollars. C'est une demande qui ne se justifie absolument pas. Les Canadiens sont les parents du gouvernement et ce dernier a des